

certaines des caractéristiques de la disparité régionale. J'aurais aimé entendre un énoncé précis de la politique gouvernementale à ce sujet.

Quant aux déclarations et aux politiques du gouvernement, nous avons vu beaucoup d'échappatoires et de faux-fuyants. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a parlé il y a un instant de faux-fuyants. Je dirai au peuple canadien qu'à force de nager ici dans les eaux troubles des faux-fuyants, nous serons en pire posture que les harengs de la baie de Plaisance. Je puis parler en connaissance de cause car je connais les eaux troubles de là-bas et d'ici et je sais ce qui se passe.

Les Canadiens sont très déçus à l'heure actuelle, parce qu'on leur avait promis la lune, une société juste et l'élimination des disparités régionales, mais rien n'a été fait. Je pourrais mentionner un certain nombre de bills dont il a été question pour remédier à ces problèmes. Le leader du gouvernement à la Chambre est fort compétent lorsqu'il s'agit de déterminer ce que le gouvernement fait et ne fait pas et, s'il était ici, il pourrait nous dire que 75 p. 100 de notre temps a été consacré à étudier des questions telles que l'OTAN, organisme très important. On a parlé de la Chine communiste. C'est un magnifique faux-fuyant. Nous avons eu les modifications au Code criminel; nous avons tout mis en œuvre pour autoriser l'avortement et l'homosexualité au Canada. Nous avons traité du Vatican, qui est devenu une question très litigieuse. Nous avons étudié le projet de loi sur la réorganisation du gouvernement.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, le député accepterait-il une question?

M. Lundrigan: Il ne me reste que quelques minutes. Quand j'aurai fini mon discours, je répondrai avec plaisir aux questions du ministre des Finances.

Une voix: Qu'il pose la question de privilège.

M. Lundrigan: Qu'il invoque le Règlement ou qu'il soulève la question de privilège, je répondrai avec plaisir. Le bill sur la réorganisation du gouvernement a pris une grande partie du temps de la Chambre. C'est comme une méduse qui essaierait de se donner une autre forme. Le bill sur les langues officielles a demandé aussi beaucoup de temps. Je crois que la question des langues, du bilinguisme des Canadiens, est très importante, mais le problème fondamental et le plus important

[M. Lundrigan.]

qui menace l'unité du pays, est le problème économique.

Des voix: Bravo!

M. Lundrigan: Étudions maintenant la situation du fermier typique du Québec rural. Québec a beaucoup en commun avec la région d'où je viens. Donnons à ce fermier québécois \$13,000 ou \$15,000 par an, ce qui correspond au boni que touche le ministre des Finances à titre de ministre, un généreux compte de banque, un appareil de télévision couleur, une bonne automobile pour se rendre au travail, de bonnes routes, des armoires pleines de victualles et une bonne école que ses enfants pourront fréquenter, que croyez-vous qu'il va penser de la question linguistique? Je ne dis pas que la question ne l'intéressera plus, car s'il vient de la province dont j'ai parlé, il pourra très bien avoir encore quelque chose à dire au sujet des langues mais je soutiens qu'il serait un homme raisonnablement heureux.

● (9.00 p.m.)

Nous devrions aider ces régions du Canada qui sont désavantagées par suite de circonstances économiques d'origine fréquemment politique, parce que les ministres et les gouvernements n'ont pas le dynamisme nécessaire pour aborder les problèmes économiques. Ils s'en abstiennent simplement parce qu'ils tiennent à leur confort. Si le gouvernement actuel se préoccupait de quelques-uns de nos problèmes économiques, la question des langues ne susciterait pas tant de controverses aujourd'hui. De toute façon, bien des Canadiens sont déçus à la pensée qu'après un an d'administration, le gouvernement n'ait rien à leur annoncer en matière de politiques économiques, de programmes d'expansion, rien à leur annoncer au sujet du coût de la vie et du chômage. Le ministre peut s'imaginer qu'il fait un excellent travail: il n'y a pas de doute qu'il déploie de grands efforts, mais qu'il n'aille pas dire cela aux chômeurs qui doivent payer maintenant 2.5 p. 100 de plus pour leur compte d'épicerie hebdomadaire qu'ils ne le faisaient en janvier de cette année. Qu'il n'aille pas dire cela aux Canadiens, parce qu'ils vont lui poser des questions embarrassantes. Nous sommes tous ici à l'abri du Canadien moyen, parce que nous sommes hors de sa portée. Il se peut que, du fait de l'isolement et de la protection que nous assure le Parlement, nous ne sachions percevoir comme il le faudrait les problèmes de la nation canadienne, et je parle pour moi également.